

concrètement les variations possibles de la domination dans des configurations démocratiques et néolibérales différentes [...] » (*ANAPOD*, p. 247).

Ces deux ouvrages ouvrent de nouvelles perspectives pour penser la domination à partir de pratiques économiques liées à des dimensions sociales et politiques. À leur lecture, l'ampleur de la tâche donnerait presque le vertige tant la complexité de cette articulation paraît parfois inextricable et difficile à montrer empiriquement. Au vu de cette ambition, il semble très difficile d'éviter quelques imprécisions et décrochages interprétatifs. Mais ces deux ouvrages ont le mérite de soulever des questions assez dérangeantes quant aux rapports de domination, notamment à propos de la servitude volontaire et des parallèles entre démocratie et autoritarisme.

SINIGAGLIA (Jérémy), *Artistes, intermittents, précaires en lutte. Retour sur une mobilisation paradoxale*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2012, 276 pages.

Par Bleuwenn LECHAUX (Université Rennes 2 – CIAPHS)

La « mobilisation des intermittents » (2003-2006) offre un cas d'analyse précieux pour explorer ce qui se joue à la jonction de plusieurs mondes sociaux (notamment artistique et politique), poser la question des continuités et des changements dans l'engagement politique, et appréhender de façon singulière les rapports de forces politiques et sociaux dans la France contemporaine. À travers cet ouvrage préfacé par Lilian Mathieu, Jérémy Sinigaglia réussit le pari ambitieux d'éclairer le lecteur à la fois, d'une part, sur des questions générales ayant trait aux mouvements sociaux et à l'engagement militant, et, d'autre part, sur les acteurs et actions d'une mobilisation spécifique. L'ouvrage, riche de précisions ethnographiques – tirées d'une enquête menée essentiellement au sein de la Coordination des intermittents et précaires d'Île-de-France (CIP-IDF) et du Collectif des intermittents de Lorraine (CIL) – procède en trois parties. Celles-ci portent successivement sur la formation du groupe mobilisé, la définition de la cause et l'élaboration de stratégies d'action. L'analyse combine finement traduction diachronique des moments de la mobilisation et analyse synchrone de ses enjeux.

Le premier chapitre aborde la question des ressorts hétérogènes de l'engagement des intermittents, en présentant notamment les dispositions et les ressources (en termes de socialisation et de sociabilité professionnelles, mais aussi en termes pécuniaires et de disponibilité professionnelle) favorisant tout à la fois la décision de s'engager et le maintien de l'engagement, le déclin de ces ressources contribuant à éclairer « l'effet démobilisateur de la démobilisation collective » (p. 52). L'étude de la structuration même des activités artistiques, de la « capacité des intermittents à maîtriser l'aléatoire » (p. 34), à trouver des solutions inventives pour gérer les aléas professionnels, apparaît particulièrement stimulante pour comprendre comment les militants parviennent à gérer les incertitudes de l'action collective. Les rapports à l'engagement militant sont dépendants de logiques propres aux champs professionnels auxquels les personnes mobilisées appartiennent (même temporairement). De ce point de vue, au constat d'une mobilisation moindre du secteur de l'audiovisuel par rapport aux mondes du spectacle vivant, auraient pu s'adjoindre davantage d'hypothèses explicatives de ces différences : coût de l'engagement lié au marquage des professionnels comme militants, histoire des secteurs professionnels, structuration des mondes de l'art. L'antagonisme pratiques individuelles *versus* pratiques collectives au sein de compagnies est évoqué, mais peu d'allusions sont faites à la structuration public/privé, très prégnante

dans les mondes de l'art en France, et contribuant à expliquer certains engagements politiques. Le deuxième chapitre propose une gamme très éclairante d'engagements, construits à partir de la distribution variable de deux types de ressources professionnelles et politiques : les « intermilitants », les « intermittents de renfort », les « intermittents de réserve », les « intermittents consommateurs », les « célébrités », les « militants professionnels », les « désaffiliés », les « publics solidaires », les « soutiens politiques », auxquels s'ajoutent les « absents ». De ce point de vue, l'auteur aurait peut-être pu revenir sur la question du non-engagement d'artistes intégrés professionnellement, dont une des explications réside dans l'absence de noblesse de la cause des intermittents, en comparaison d'autres causes « universelles », dont ces artistes consacrés se font en revanche les porte-drapeaux.

Le troisième chapitre montre bien à quel point la mobilisation d'acteurs hétérogènes au sein du mouvement – rassemblant des artistes et techniciens syndiqués et non syndiqués, inscrits dans différents mondes professionnels – rend inextricable la définition d'une cause commune : s'agit-il de mettre en avant le registre de la culture ou le registre de la précarité ? Le quatrième chapitre, qui s'arrête plus spécifiquement sur la mobilisation de la CIP-IDF, traduit de façon remarquable les contradictions existant entre la revendication de droits spécifiques (portée par exemple par les syndicats) et celle d'un élargissement de la cause à la question de droits sociaux plus étendus ; cette conception est portée notamment par les personnes de la coordination faisant partie du collectif des Précaires associés de Paris. L'éclairage de la mobilisation à partir du cas messin dans le chapitre V indique que la prudence doit être de mise lorsque l'on procède à une montée en généralité à partir du cas francilien, en omettant de considérer d'autres collectifs, comme le CIL, dans lequel la présence de primo-militants, ainsi que l'homogénéité du groupe et des revendications sont davantage repérables. Dans ce chapitre, l'auteur aborde aussi la question de la représentativité légale et légitime des intermittents, notamment auprès d'interlocuteurs régionaux.

Le sixième chapitre analyse de façon imbriquée les identités revendiquées par les militants, les différents cadrages de la cause et les modes d'action investis. Les passages sur l'« esthétisation de la protestation », l'ancrage historique de celle-ci et ses déclinaisons sont particulièrement stimulants. La réflexion sur l'usage militant de compétences et de formes artistiques se poursuit dans le septième chapitre, dont la focale d'analyse est la dimension topographique de l'action collective. L'auteur y décline notamment trois manières d'occuper l'espace urbain : la délimitation de sous-espaces occupés dans la rue, la « manifestive » et le recouvrement du mobilier urbain. Dans ce chapitre, J. Sinigaglia démontre le caractère inopportun d'une dichotomie entre anciennes et nouvelles formes de mobilisation, sans surestimer la continuité entre celles-ci : les occupations de théâtres et de DRAC traduisent un phénomène ancien mais ne témoignent pas d'un conflit direct entre salariés et employeurs. Le huitième chapitre traite d'une relation triple des militants aux médias, repérable dans les trois expressions « pour les médias », « contre les médias » et « être les médias ». En lisant ce chapitre, on comprend que c'est moins la dimension spectaculaire d'une action que la corrélation de cette action avec l'agenda politique qui explique sa couverture journalistique. J. Sinigaglia démontre aussi qu'à la difficulté de la définition d'une cause commune parmi les militants, correspondent l'hétérogénéité et le flou du cadrage de la cause par les médias. Il mentionne par exemple une action d'occupation du MEDEF par les intermittents messins se trouvant relayée dans la rubrique « faits divers » du journal local. Enfin, l'élaboration d'outils de communication propres à la coordination francilienne nous semble venir éclairer à la fois la stratégie politique du groupe et la fonction d'intégration professionnelle que cette élaboration joue : outil de dif-

fusion d'informations, le site Internet permet de façonner des liens sociaux entre des intermittents déconnectés de certains réseaux artistiques et militants de par la flexibilité et/ou l'isolement géographique de leur activité professionnelle. Le neuvième chapitre est consacré à l'expertise de la réforme du régime d'intermittence par les militants de la CIP-IDF eux-mêmes, et à la proposition d'une « expertise d'alternative » (Trépos (J.-Y.), *La sociologie de l'expertise*, Paris, Presses universitaires de France, 1996, p. 28). Si, dans ce dernier chapitre, des références aux analyses en termes de « traduction » ou de « transcodage » auraient permis de mieux appréhender pourquoi et comment certains militants acquièrent des compétences de « bilinguisme » (p. 252) en maîtrisant les codes de différentes scènes sociales, y sont particulièrement bien soulignés les effets contre-productifs de la mobilisation d'une expertise technique. En effet, la « surspécialisation » de certains militants s'efforçant de mieux cerner des problèmes *juridiques* peut les éloigner des problèmes *politiques* des « premiers concernés ». C'est tout le paradoxe du recours au droit et des limites de ses usages qui est mis en évidence. L'auteur analyse également l'ambiguïté d'une expertise où les démarcations entre registre scientifique et registre philosophico-politique sont poreuses.

Outre les qualités de l'ouvrage soulignées ci-dessus, on relèvera son caractère hypotypotique, sa composante visuelle particulièrement aboutie. Le lecteur suit l'auteur dans les occupations du toit du MEDEF ou de la DRAC, dans les réunions des coordinations francilienne et lorraine. Les remarquables qualités de chercheur de terrain de l'auteur, ainsi que la précision de ses analyses et la fluidité de son écriture contribuent largement à une lecture dynamique de l'ouvrage. Mentionnons aussi les pistes innovantes tracées par l'auteur pour la sociologie de l'engagement et de l'action collective. En insistant d'abord sur la façon dont « les faiblesses deviennent des forces » (p. 21), l'auteur met en exergue les ressources contre-intuitives pour la mobilisation que sont l'hétérogénéité du groupe (artistes et techniciens, variablement politisés, exerçant leurs métiers dans différents mondes de l'art), voire l'individualisation et la précarité qui, davantage que des obstacles aux mobilisations, marquent le sceau de leur réussite. D'une manière symptomatique, la diversité du groupe constitue une ressource pour la division du travail militant. Toutefois, si la « précarité de routine » forge des facultés à gérer l'insécurité sociale, ce sont plus classiquement les moins précaires des précaires qui s'engagent. Ensuite, en articulant l'analyse de la défense collective d'une cause et la recherche individuelle d'une « prestation de service », l'auteur nous invite à repenser les frontières des mouvements sociaux. J. Sinigaglia se garde d'ailleurs bien de présenter les « intermittents consommateurs » (p. 64) en stratèges cyniques. Ce sont davantage la fragile intégration professionnelle et la faible syndicalisation qui expliquent le recours à ces prestations. Par ailleurs, la question du tandem individu/collectif, qui est, comme l'indique Lilian Mathieu dans sa préface, au cœur de l'ouvrage, donne au lecteur un accès aux injonctions contradictoires auxquelles sont confrontés les militants entre le « je » et le « nous », à différents moments du processus de mobilisation : construction du groupe, élaboration d'une cause commune, proposition d'une expertise technique, etc. Enfin, les trois parties composant l'ouvrage ont l'avantage d'être « cumulatives » plutôt que déconnectées les unes des autres. Ainsi, lorsque l'auteur explore les actions des collectifs, il montre comment certaines d'entre elles sont caractéristiques de l'hétérogénéité du groupe. Dans le chapitre VI, les modes d'action investis (la grève, la « manifestative », l'occupation, etc.) témoignent bien de l'identité de ceux qui les préconisent, à la fois en termes de syndicalisation, d'identité professionnelle et d'expérience politique. Dans le chapitre VII, l'analyse du contraste entre les actions avortées (à travers le récit de l'occupation d'une antenne ASSÉDIC et la poursuite de la routine de travail au sein de l'administration) et les actions « réussies » est un bon révélateur de la variabilité des expériences politiques des militants regroupés.

Quelques invitations au prolongement de l'analyse peuvent être proposées, autant de signes de curiosité du lecteur avide d'en savoir davantage sur l'enquête passionnante que J. Sinigaglia a conduite. D'abord, d'un point de vue méthodologique, on aurait souhaité trouver des détails supplémentaires sur l'enquête : types d'entretiens menés, profils des personnes rencontrées, contenu du questionnaire, etc. Ensuite, l'analyse plus systématique des dispositions sociales et des trajectoires biographiques des enquêtés aurait probablement permis d'éclairer les investissements différenciés (en termes de contenu et de degré) des militants au sein des collectifs, mais aussi la façon dont ils y trouvent variablement « leur compte ». Enfin, comment les carrières artistiques et les carrières militantes s'imbriquent-elles plus précisément ? Y a-t-il par exemple des moments de la carrière professionnelle plus propices à l'engagement ou au contraire le rendant inopportun ? Ces quelques questions n'entament en rien le caractère stimulant de l'ouvrage, qui présente un triple intérêt. D'abord, il fournit une analyse riche de l'usage des pratiques artistiques dans le militantisme. D'un point de vue tant méthodologique que théorique, il est une contribution notable au croisement des réflexions en sociologie de l'art et en sociologie de l'action collective. Ensuite, les logiques qui président à l'action collective et à l'engagement politique y sont finement dépeintes. Enfin, à travers l'analyse de la revendication, de la part de certains militants, de l'extension du régime de l'intermittence aux activités de travail discontinues, est soulevée l'épineuse question de la protection sociale des travailleurs précaires. Qui ne substitue pas à celle de la revendication d'emplois permanents et durables.